FICHE CONNAISSANCE CLIENT

CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE AFER EUROPE

ADHÉSION N° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

La législation relative, notamment, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, impose de recueillir de d'actualiser des informations relatives à votre identité, à votre situation financière et patrimoniale, en applications des articles L561-5-1 du Code monétaire et financier. À cet effet, le présent document doit être obligatoirement complété t nous être retourné signé. À défaut, nous pourrions être tenus de mettre un terme a notre relation d'affaires en vertu de l'article R.113-14 du Code des Assurances.

1 L'ADHÉRENT(E)

Je soussigné(e) ☐ Monsieur ☐ Madame

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Né(e) le : .....

À (ville, pays) : ..... Nationalité : .....

Adresse de résidence fiscale : .....

Code Postal : ..... Ville : ..... Pays : .....

Téléphone (1) : ..... E-mail(1) : .....

(1) En renseignant cette information, j'accepte de recevoir par ce moyen des informations d'Abeille Vie relatives à mon contrat et concernant le traitement de mes demandes. Je peux à tout moment faire cesser ce type de transmission en adressant un courrier à Abeille Vie - Succursale Belge Avenue Louise 231, 1050 Bruxelles - afer-europe@abeille-assurances.fr.

2 SITUATION FAMILIALE

☐ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Cohabitant légal ☐ Séparé(e) ☐ Divorcé(e) ☐ Veuf(ve) ☐ PACS

Régime matrimonial : ☐ Communauté réduite aux acquêts (régime légal) ☐ Séparation de biens

☐ Communauté de meubles et acquêts (ancien régime légal) ☐ Communauté universelle

☐ Participation aux acquêts ☐ Régime étranger

Identité du conjoint(e) ou cohabitant(e) légal(e) : ☐ Monsieur ☐ Madame

Nom : ..... Nom de naissance : .....

Prénom : .....

Nombre d'enfants : ..... Nombre de personnes à charge (y compris enfants) : .....

3 SITUATION PROFESSIONNELLE

(1 seul choix possible) : ☐ Salarié(e)/Fonctionnaire ☐ Indépendant ☐ Pensionné(e) ☐ Sans activité

Profession (dernière en cas de retrait) :.....

Code CSP(2) : ..... Secteur d'activité(2) : .....

(2) Cf. Annexe 1 « Nomenclatures CSP et Secteurs d'activité »

4 PROTECTION JURIDIQUE

Si vous bénéficiez d'un régime de protection juridique, cochez la case correspondant à votre régime :

☐ Tutelle ☐ Curatelle ☐ Sauvegarde de justice ☐ Autre : .....

Paraphe de l'adhérent(e) ou du mandataire

afer europe +

5 OBLIGATIONS FISCALES

(précisions en annexe 2)

Pays vis-à-vis desquels vous êtes fiscalement résident, en dehors des Etats-Unis d'Amérique mais **y compris la Belgique** :

PAYS / JURIDICTIONS	NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCAL (« Numéro du Registre national – NISS » Belge et, si autre juridiction, son équivalent)

6 PERSONNE AMERICAINE (FATCA)

(précisions en annexe 2)

Avez-vous la nationalité américaine ? ☐ Oui ☐ Non

Etes-vous soumis à des obligations fiscales aux Etats-Unis d'Amérique ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, merci de nous communiquer votre numéro d'identification fiscal américain (TIN) : .....

J'ai connaissance qu'une réponse positive entraîne une déclaration auprès de l'administration fiscale américaine au titre des obligations qui incombent aux établissements financiers au regard de la réglementation FATCA. Je suis informé(e) que tout changement de situation pouvant entraîner une évolution de mon statut, au regard de la réglementation FATCA, doit être communiqué dans les plus brefs délais.

7 PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSEE

(précisions en annexe 2)

Exercez-vous ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, fonction exercée : ..... Date de cessation (le cas échéant) : .....

Une personne de votre famille ou de votre entourage proche a-t-elle exercé ou cessé d'exercer, depuis moins d'un an, une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, fonction exercée : ..... Lien avec cette personne : .....

Si vous avez répondu Oui à l'une des deux questions ci-dessus, merci de répondre à la question suivante :

Quelle est l'origine de votre patrimoine ? (Plusieurs réponses possibles)

☐ Héritage ☐ Epargne sur revenus ☐ Investissement immobilier ☐ Investissement mobilier ☐ Autre (préciser) : _____

Paraphe de l'adhérent(e) ou du mandataire

8 VOTRE SITUATION FINANCIÈRE

(1k = € 1000)

Veuillez indiquer ci-dessous les informations relatives à votre situation financière personnelle en montant ou en tranche :

1) **Patrimoine financier** (montant estimé de votre patrimoine financier : assurance vie, comptes d'épargne, ...)

Montant : _____€

Ou, à défaut, veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 - 25 k€ ☐ 26 - 50 k€ ☐ 51 - 100 k€ ☐ 101 - 150 k€ ☐ 151 - 250 k€ ☐ 251 - 350 k€ ☐ 351 - 500 k€
☐ 501 - 750 k€ ☐ 751 k€ - 1 M€ ☐ + 1 M€

- **Quel est le montant de votre épargne de précaution** (c'est-à-dire les sommes immédiatement disponibles sur un compte courant ou compte d'épargne en cas d'imprévu ...) ?

  Montant : _____€

Ou, à défaut, veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 - 5 k€ ☐ 6 - 10 k€ ☐ 11 - 15 k€ ☐ 16 - 20 k€ ☐ +20 k€

2) **Patrimoine immobilier** (montant de votre patrimoine immobilier : appartements/maisons détenus en tant que résidence principale, secondaire ou en investissement locatif, **déduction faite des emprunts restant à rembourser**). **Pour les biens détenus en commun, merci de renseigner votre quote-part.**

Montant : _____€

Ou, à défaut, veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 € ☐ 1 - 100 k€ ☐ 101 - 150k€ ☐ 151 - 200 k€ ☐ 201 - 250 k€ ☐ 251 - 350 k€ ☐ 351 - 500 k€
☐ 501 - 750 k€ ☐ 751 k€ - 1 M€ ☐ +1 M€

3) **Revenus réguliers** (montant brut annuel de vos revenus réguliers : salaires y compris primes, retraite, revenus fonciers)

Montant : _____€

Ou, à défaut, veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 - 8 k€ ☐ 9 - 20 k€ ☐ 21 - 30k€ ☐ 31 - 38 k€ ☐ 39 - 45 k€ ☐ 46 - 60 k€ ☐ 61 - 75 k€
☐ 76 - 90 k€ ☐ 91 - 100 k€ ☐ 101 - 150 k€ ☐ + 151 k€

4) **Charges régulières** (estimation du montant mensuel de vos charges régulières : loyer, remboursement d'emprunts, frais de scolarité, fournisseurs d'énergie, abonnements, ... Pour les dépenses en commun, merci de renseigner votre quote-part.

Montant par mois : _____€

Ou, à défaut, veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 – 20% ☐ 21 – 40% ☐ 41 - 60% ☐ 61 - 80% ☐ + 80%

5) **Capacité d'épargne mensuelle** prenant en compte l'ensemble de vos revenus et de vos charges régulières/ prévisibles.

Veuillez sélectionner la tranche correspondante :

☐ 0 - 250 € ☐ 251 – 500 € ☐ 501 - 1000 € ☐ 1001 – 1500 € ☐ 1501- 2000 € ☐ +2000 €

Paraphe de l'adhérent(e) ou du mandataire

9 DONNÉES PERSONNELLES

Conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, les données personnelles de l'adhérent sont traitées par Abeille Vie et Abeille Epargne Retraite, en leur qualité de responsable de traitement. Ces traitements ont pour finalité :

- la passation, la gestion et l'exécution du contrat ayant pour base juridique l'exécution du contrat et/ou de mesures précontractuelles ;
- la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers (y compris dans le cadre des évasions fiscale(s) internationale(s) (FATCA) ayant pour base juridique le respect d'obligations légales ;
- la lutte contre la fraude à l'assurance pouvant conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude ayant pour base juridique l'intérêt légitime d'Abeille Vie et d'Abeille Epargne Retraite à défendre les intérêts des assurés, la défense de l'image de marque Abeille Assurances, la préservation des droits de la société et des intérêts de la collectivité des assurés ;
- la gestion commerciale des clients (dont les opérations de gestion) ayant pour base juridique l'intérêt légitime du responsable de traitement à l'assurance de la satisfaction des clients ;
- la prospection commerciale ayant pour base juridique l'intérêt légitime du responsable de traitement à la proposition à ses clients de produits et services analogues.

La fourniture des données de l'adhérent est strictement nécessaire à la passation, à la gestion et à l'exécution du contrat ; la non-fourniture de ces données empêchera la conclusion du contrat. Les données nécessaires à l'exécution du contrat, à la gestion de la relation client et au respect d'obligations légales sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle augmentée des prescriptions légales applicables.

Les données des personnes inscrites sur la liste des personnes présentant un risque de fraude sont supprimées cinq ans après leur inscription. En cas de procédure judiciaire, ces données sont conservées jusqu'au terme de la procédure puis archivées suivant les délais de prescriptions légales applicables. Les données utiles à la prospection commerciale sont conservées pendant une durée de trois ans à compter de la fin de la relation commerciale ou du dernier contact émanant de l'adhérent.

Les destinataires des données de l'adhérent sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions : les personnels d'Abeille Vie et d'Abeille Epargne Retraite ou des entités filiales d'Abeille Assurances Holding auxquelles ils appartiennent, de ses délégataires de gestion, prestataires, partenaires, sous-traitants, réassureurs, le cas échéant, s'il y a lieu les autorités administratives et judiciaires, les organismes d'assurance ou les organismes sociaux des personnes impliquées, les intermédiaires d'assurance, ainsi que les personnes intéressées au contrat. Les destinataires peuvent éventuellement se situer dans des pays en dehors de l'Union européenne. Ces transferts sont encadrés par l'usage de garanties appropriées consultables sur demande.

L'information à jour concernant le traitement des données personnelles de l'adhérent est consultable sur le site internet abeille-assurances.fr (rubrique « Données personnelles »).

En qualité de responsable de traitement, Abeille Vie et Abeille Epargne Retraite ont désigné auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés un délégué à la protection des données dont les coordonnées sont les suivantes : Abeille Assurances – DPO – Direction de la Conformité – 80 avenue de l'Europe - 92270 Bois-Colombes, France.

L'adhérent dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données, des droits d'opposition et de limitation du traitement.

Ces droits peuvent être exercés via le formulaire en ligne ci-dessous :

https://www.abeille-assurances.fr/droits-rgpd.html accessible en se connectant sur le site abeille-assurances.fr, la rubrique « Données Personnelles », la section « Quels sont vos droits et comment les exercer ? » et en cliquant sur « J'exerce mes droits »

ou par courrier adressé à :

Abeille Assurances - Service Réclamations

TSA 72710 - 92895 Nanterre Cedex 9, France.

L'adhérent dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle telle que l'Autorité de protection des données (APD).

Pour toutes vos questions, vous pouvez vous adresser en priorité à la succursale belge d'Abeille Vie. Des plaintes peuvent également être déposées auprès du Service Ombudsman Assurances : **Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles - Tél. : 02/547 58 71 - www.ombudsman.as**

Abeille Vie
Siège social : 70 avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes - 732 020 805 RCS Nanterre
Société Anonyme d'Assurances Vie et de Capitalisation
Société anonyme de droit français, (Abeille Vie), apériteur
Entreprise régie par le code français des assurances au capital de € 1 205 528 532,67
Succursale belge : Avenue Louise 231, 1050 Bruxelles - RPM Bruxelles - BCE 808.167.178.

Abeille Epargne Retraite
Siège social : 70 avenue de l'Europe 92270 Bois-Colombes - 378 741 722 RCS Nanterre
Société anonyme de droit français, (Abeille Epargne Retraite)
Entreprise régie par le code français des assurances au capital de € 553 879 451
Succursale belge : Avenue Louise 231, 1050 Bruxelles - RPM Bruxelles –BCE 808.197.268.

J'adresse ma demande à :

Abeille Vie Succursale Belge
Avenue Louise 231 - 1050 Bruxelles
Email : afer-europe@abeille-assurances.fr
Tél : 02/627 47 00

Fait à :..... Date : ...../...../.....

Signature de l'adhérent(e) ou du mandataire

FICHE CONNAISSANCE CLIENT

ANNEXE 1 – Nomenclatures CSP et Secteurs d'activité

Nomenclature des secteurs d'activité (SA)

Code SA	Libellé SA
01	Action sociale
02	Activités culturelles, sportives et spectacles
03	Activités immobilières
04	Agriculture, marine, pêche, exploitation forestière
05	Armée, Police
06	Artisanat
07	Audit, comptabilité et gestion
08	Banques et assurances
09	Commerce détail
10	Commerce et réparation automobiles
11	Commerce grande distribution
12	Commerce gros
13	Communication, Information, média
14	Construction (BTP)
15	Énergies et eau (extraction, traitement, distribution)
16	Enseignement, formation
17	Études et recherche
18	Fonctions publiques
19	Hôtel, restaurant, brasserie, café
20	Humanitaire

Code SA	Libellé SA
21	Industrie agro-alimentaire
22	Industrie biens d'équipement, de consommation domestiques
23	Industrie biens d'équipement, de consommation industriels
24	Industrie chimique, pharmaceutique
25	Industrie, collecte et valorisation des déchets
26	Industrie des métaux
27	Industrie du bois
28	Industrie du plastique
29	Industries autres
30	Informatique, télécommunication, téléphonie, web, hifi
31	Professionnels de la santé (médecins généralistes et spécialistes, dentistes)
32	Professionnels de la santé (biologie, pharmacie)
33	Professionnels de la santé autres (paramédical, kinésithérapeute, infirmier, ...)
34	Professions juridiques
35	Religion
36	Sans activité professionnelle
37	Services aux entreprises
38	Services aux particuliers
39	Tourisme
40	Transports et logistiques

Nomenclature des codes socio-professionnels (CSP)

SALARIÉ

Code CSP	Libellé CSP
33	Cadres de la fonction publique
34	Professeurs, professions scientifiques
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social
44	Clergé, religieux
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
47	Techniciens
48	Contremaîtres, agents de maîtrise

Code CSP	Libellé CSP
52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
53	Policiers et militaires
54	Employés administratifs d'entreprise
55	Employés de commerce
56	Personnels des services directs aux particuliers
62	Ouvriers qualifiés de type industriel
63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
64	Chauffeurs
65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
69	Ouvriers agricoles

INDÉPENDANT

Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants
21	Artisans
22	Commerçants et assimilés
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés
31	Professions libérales

SANS ACTIVITÉ

Code CSP	Libellé CSP
81	Chômeur n'ayant jamais travaillé
83	Militaires du contingent
84	Elèves, Etudiants
85	Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)
86	Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)

RETRAITÉ

Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants
21	Artisans
22	Commerçants et assimilés
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés
31	Professions libérales
33	Cadres de la fonction publique
34	Professeurs, professions scientifiques
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social
44	Clergé, religieux
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises

Code CSP	Libellé CSP
47	Techniciens
48	Contremaîtres, agents de maîtrise
52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
53	Policiers et militaires
54	Employés administratifs d'entreprise
55	Employés de commerce
56	Personnels des services directs aux particuliers
62	Ouvriers qualifiés de type industriel
63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
64	Chauffeurs
65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
69	Ouvriers agricoles
81	Chômeurs n'ayant jamais travaillé

FICHE CONNAISSANCE CLIENT

ANNEXE 2 – Définitions

NOTION DE RESIDENCE FISCALE AUX FINS DE L'AUTO-CERTIFICATION FISCALE

Dans le cadre de la réglementation fiscale EAI (Échange Automatisé d'Informations), il est nécessaire d'identifier la liste des pays dans lesquels vous êtes considéré(e) comme résident(e) fiscal(e). La notion de résidence fiscale est définie par le droit interne de chaque pays. En cas de doute sur le ou les lieux de votre résidence fiscale, il est vivement recommandé de se rapprocher de l'administration fiscale dont vous dépendez en vue de l'obtention d'un « certificat de résidence fiscale » ou d'informations vous permettant d'identifier les juridictions fiscales dont vous dépendez.

STATUT DE PERSONNE AMERICAINE (US PERSON) AU SENS DE LA REGLEMENTATION FATCA

Le terme US Person comprend notamment :

- Une personne détentrice de la nationalité américaine, y compris lorsqu'elle est née aux États-Unis mais réside dans un autre pays, et tant qu'elle n'a pas renoncé à la nationalité américaine.
- Une personne résidant aux États-Unis, détentrice ou non de la « carte verte » (Green Card).
- Une personne qui ne réside pas aux États-Unis à titre habituel mais qui détient une Carte Verte américaine.
- Une personne ayant séjourné aux États-Unis un nombre important de jours pendant l'année civile (c'est-à-dire, plus de 183 jours sous réserve du respect de certaines conditions).
- Une personne non-résidente ayant déclaré ses revenus avec celui de son conjoint/partenaire d'un PACS américain.
- Les sociétés américaines, partenariats américains et trusts américains.

Le NIF (numéro d'identification fiscal) américain peut prendre plusieurs formes :

- Le numéro de sécurité sociale américain (SSN -social security number).
- le numéro d'identification d'employeur (EIN -employer identification number).
- le numéro individuel d'identification fiscal (ITIN -individual taxpayer identification number).

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des Etats-Unis d'Amérique, veuillez-vous rapporter au site de l'IRS : http://www.irs.gov

PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSEE

Je suis une personne politiquement exposée si :

- J'exerce ou j'ai cessé d'exercer au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative pour le compte d'un État y compris de l'État français[1],
- ou je suis un membre direct de la famille d'une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction[2],
- ou je suis étroitement associé(e) à une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction[3].

(1) Chef d'État, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ; membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n°88-227 du 11 mars 1988 (loi relative à la transparence financière de la vie politique) ou d'un parti ou groupement politique étranger ; membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ; membre d'une cour des comptes ; dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ; ambassadeur ou chargé d'affaires ; officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ; membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ; directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein ; les personnes physiques exerçant les fonctions considérées comme étant des fonctions publiques importantes figurant sur la liste publiée par la Commission européenne sur la base de l'article 20bis, paragraphe 3, de la directive 2015/849.

(2) Le conjoint ou le concubin notoire ; le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les ascendants au premier degré.

(3) Les personnes physiques qui, conjointement avec les PPE, sont bénéficiaires effectifs[1] d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ; les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit des PPE ; toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits[2] avec les PPE.

Cette liste est limitative.

[1] Un bénéficiaire effectif se définit comme toute personne physique possédant, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société (par exemple, le capital de la SAS peut être distinct des droits de vote s'il existe des actions de préférence) ou, à défaut, une personne qui exerce un contrôle sur les organes de direction ou de gestion de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires.

[2] La présence d'un lien d'affaires : le lien est en principe de nature commerciale, mais peut recouvrir également des intérêts économiques de nature civile. Le caractère « étroit » d'un lien peut tenir soit à la régularité des interventions de la personne physique proche de la PPE, soit à l'importance de son action sur les affaires de la PPE.